



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

démission au sein du gouvernement

Question au Gouvernement n° 1206

Texte de la question

DÉMISSIONS AU SEIN DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Sébastien Huyghe, pour le groupe Les Républicains.

M. Sébastien Huyghe. Monsieur le Premier ministre, alors que nous allons fêter demain les soixante ans de la Constitution de la Ve République, nous sommes face à une crise gouvernementale majeure et sans précédent. (« *Eh oui !* » sur plusieurs bancs du groupe LR.) En un peu plus d'un mois, deux ministres d'État, les numéros 2 et 3 de votre gouvernement, ont démissionné dans des conditions proprement hallucinantes.

Nous avons d'abord eu un ministre de l'environnement démissionnant en direct à la radio. Nous avons maintenant un ministre de l'intérieur qui donne un préavis de départ et qui est finalement obligé de forcer la main du Président de la République pour démissionner, toujours par médias interposés.

M. Raphaël Schellenberger. Il s'est enfui !

M. Sébastien Huyghe. Pire, nous apprenons, monsieur le Premier ministre, que vous n'êtes au courant de rien. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*) Vous n'étiez pas dans la boucle de la première tentative de démission de Gérard Collomb et vous appreniez hier, ici même, par la question de notre collègue Pierre Cordier, l'effectivité de cette démission. (Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)

Toute cette cacophonie traduit une improvisation totale et un amateurisme sidérant. Depuis le début du quinquennat, ce sont sept ministres qui ont quitté votre Gouvernement, dont trois ministres d'État ! (« *Et alors ?* » sur quelques bancs du groupe LaREM.)

Alors, monsieur le Premier ministre, comment comptez-vous reprendre la main sur vos équipes ? Dans ce contexte délétère, comment espérez-vous conduire l'action d'un gouvernement qui est devenu une véritable auberge espagnole où chacun entre ou sort comme il le veut ?

M. Raphaël Schellenberger. Eh oui !

M. Sébastien Huyghe. Comment espérez-vous vous répondre à la persistance de la menace terroriste, à la crise migratoire et à la baisse du pouvoir d'achat qui plombe les Français alors que votre gouvernement se délite ? Les démissions de Nicolas Hulot et de Gérard Collomb ont en commun le constat que le Président de la République n'écoute plus personne.

M. Erwan Balanant. C'est quoi, la question ?

M. Sébastien Huyghe. Entendrez-vous, dans ce contexte, la colère des Français qui gronde ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. (*Vives protestations sur les bancs du groupe LR. – Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Veuillez écouter le secrétaire d'État, je vous prie. (« On veut le Premier ministre ! » sur les bancs du groupe LR.) Mes chers collègues, seul le Gouvernement désigne celui de ses membres qui répond à nos questions. Nous écoutons M. Griveaux. (*Protestations sur les bancs des groupes LR et SOC.*)

M. Fabien Di Filippo. Lui, il est peut-être au courant de quelque chose !

M. le président. Monsieur Di Filippo, s'il vous plaît !

M. David Habib. Qui sera le prochain à démissionner ?

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, il n'y a pas de crise de l'État. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) L'État est tenu. Nous avons perdu un ministre d'État helléniste et je vous invite, quant à moi, à revoir le latin : « État » vient de stare, qui signifie « se tenir debout, se tenir droit ». L'État est là. (*Mêmes mouvements.*)

Le cap a été fixé, la transformation est engagée, le Gouvernement est au travail et la sécurité des Français est assurée. (*Vives dénégations sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. Mes chers collègues, s'il vous plaît !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* Les forces de l'ordre agissent et le Premier ministre est aux commandes.

M. David Habib. Ah !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* Comme cela a été dit, un nouveau ministre de l'intérieur sera nommé d'ici quelques jours : soyez patients. Mais, d'ici là, au lieu d'agiter les peurs quant à la sécurité de nos concitoyens,... (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Raphaël Schellenberger. Ce n'est pas nous !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* ...j'aimerais que, sur ces bancs, l'ensemble de la représentation nationale ovationne les 200 fonctionnaires de police qui ont mené l'opération antiterroriste hier matin à Grande-Synthe. (Mmes et MM. les députés du groupe LaREM et plusieurs députés des groupes MODEM et UDI-Agir se lèvent et applaudissent debout jusqu'à la fin de l'intervention du secrétaire d'État. – *Vives protestations et huées sur les bancs du groupe LR ainsi que plusieurs bancs du groupe SOC.*)

J'aimerais que, sur ces bancs de l'Assemblée nationale, l'ensemble de la représentation ovationne les forces de l'ordre qui ont procédé à l'arrestation de Redoine Faïd cette nuit. J'aimerais, mesdames et messieurs les députés, du groupe Les Républicains, que vous respectiez les forces de l'ordre et le travail fait au service des Français, pour la protection des Français. Cela doit nous rassembler au-delà de nos divergences politiques. Je vois que vous n'en êtes pas capables. Les forces de l'ordre apprécieront. (*Mêmes mouvements. – Huées sur les bancs du groupe LR.*)

M. David Habib. C'est indécent !

M. le président. Mes chers collègues, je vous suggère de garder un peu de calme et de retenue. (*Vives*

exclamations sur les bancs du groupe LR.)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Huyghe](#)

Circonscription : Nord (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1206

Rubrique : Gouvernement

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 octobre 2018](#)